

Covid-19 : l'UE doit garantir l'accès des migrants au vaccin, selon l'Office international des migrations

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 min



L'alliance Pfizer/bioNTech et Moderna ont récemment révélé que leurs projets de vaccins avaient une efficacité de 95% et 94,5%. *VINCENZO PINTO / AFP*

Le directeur général de l'Office international des migrations (OIM), Antonio Vitorino, a appelé l'Union européenne jeudi 19 novembre à garantir l'accès aux futurs vaccins contre le Covid-19 aux migrants présents sur son territoire.

«Le défi auquel sont confrontés les États membres de l'Union européenne est de garantir l'accès au vaccin de tous les gens sur leur territoire, pas seulement leurs citoyens, mais aussi tous les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants qui se trouvent en Europe», a déclaré le responsable lors d'une vidéoconférence sur la migration et l'asile en Europe. «Il ne s'agit pas seulement de protéger les droits humains de ces migrants, c'est aussi une question de sécurité sanitaire et de bien-être de l'ensemble des populations des pays d'accueil», a-t-il dit.

Antonio Vitorino a aussi exhorté les Européens, qui sont engagés dans de difficiles discussions sur une proposition de réforme de leur politique migratoire mise sur la table par la Commission, à mettre en place un système pérenne pour le sauvetage en mer et le débarquement des migrants, après de nouveaux naufrages meurtriers. Il a souligné que la Libye, pays plongé dans le chaos depuis 2011 et dont l'UE soutient la formation des garde-côtes, chargés de bloquer les départs de migrants, *«n'est pas un port sûr pour le débarquement»*. *«Les migrants vivent en Libye dans des conditions qui sont bien en dessous des exigences humanitaires minimales»*, a-t-il dénoncé.

La pandémie entraîne des *«pressions»* migratoires *«supplémentaires»*, a souligné le patron de l'OIM. *«Le Sahel est en train d'exploser»*, a-t-il dit, alors que les migrants africains tentent de plus en plus, malgré les dangers, de rejoindre l'archipel des Canaries, dans l'Atlantique, délaissant le passage par la Méditerranée en raison des accords conclus par l'UE avec la Libye, la Turquie et le Maroc.

Cinq ans après la crise migratoire de 2015, la Commission a proposé en septembre une réforme fondée notamment sur un mécanisme de solidarité obligatoire des États membres envers les pays d'arrivée de migrants comme la Grèce, l'Italie ou l'Espagne. En cas d'afflux, les pays

de l'UE devront accueillir des demandeurs d'asile ou prendre en charge le retour des déboutés du droit d'asile depuis le pays européen où ils sont arrivés vers leur État d'origine.

Mais les discussions entre Européens sur ce dossier brûlant s'annoncent longues et ardues, les propositions butant notamment sur les réticences de la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

«Chaque État membre, sans exception, doit soutenir les États membres qui sont sous pression», a insisté jeudi la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen lors de la conférence. «Une solution en matière de migration qui satisfasse tout le monde n'existe pas. Nous devons trouver des compromis (...) nous devons avancer», a-t-elle dit.